

## 1975 et 2022 : comment se défendent les riches...



Article rédigé par *Marion Duvauchel*, le 04 février 2022

L'expression « tiers-monde » apparaît en 1952 sous la plume du démographe français Alfred Sauvy, (« Trois mondes, une planète », L'Observateur, 14 août 1952) :

« Nous parlons volontiers des deux mondes en présence, de leur guerre possible, de leur coexistence, etc. oubliant trop souvent qu'il en existe un troisième, le plus important. Car enfin ce tiers monde ignoré, exploité, méprisé comme le tiers état, veut lui aussi, être quelque chose.

Et il ne voulait pas seulement être, il voulait aussi « avoir » une part au développement, donc aux richesses nouvelles générées.

Le terme a connu une histoire chahutée globalement racontée dans WIKIPEDIA, sans génie, mais de manière didactique tout à fait commode. Les catégories ont changé : on préfère aujourd'hui parler des pays en voie de développement (PMA).

Les termes changent, la pauvreté demeure. La richesse aussi, dont on parle moins... « Les riches n'aiment jamais qu'on porte une atteinte, si minime soit-elle, à leurs privilèges ». La remarque est de Georges Corm, dans son excellent livre réédité en 1991 par les éditions Gallimard, *Le Proche-Orient éclaté*. Georges Corm est libanais, il connaît son affaire... Il souligne ce fait bien connu mais peu commenté que dans les palabres des interminables conférences internationales, les pays occidentaux excellent bien plus que ceux du tiers-monde : fractionnement des débats, création de commissions et de sous commissions, renvoi à des instances spécialisées, compromis boiteux ouvrant la porte à de nouvelles controverses. Tout est mis en œuvre.

La sphère du discours n'est jamais qu'une énorme machine destinée à recouvrir la réalité, en vue d'imposer, à grand renfort de propagande médiatique, une autre réalité. Le phénomène a été décrit par Hannah Arendt dans un contexte différent. Il se révèle dans le contexte sanitaire d'aujourd'hui avec une amplitude nouvelle.

En 1975, la France invita une Conférence sur la coopération internationale à se tenir à Paris. Elle réussit alors la première grande manœuvre de diversion. Certes, on a fait depuis beaucoup mieux, mais enfin, il revient à nos politiques d'avoir inauguré un art de l'enfumage dans lequel l'ONU est depuis passé maître. La France, ou plutôt ses représentants, imposa une répartition des invités par groupe de pays, créant ainsi des éléments de discorde à l'intérieur de ces pays. Les invitations furent lancées à trois catégories : les pays industrialisés, les pays du tiers-monde exportateurs de pétrole, les pays du tiers-monde importateur de pétrole. Notons que les pays industrialisés, importateurs de pétrole pourtant, ne sont pas signifiés comme tels.

Le problème du sous-développement que l'Algérie en la personne de Boumediene voulait alors poser a été évité par un fractionnement des travaux de la Conférence en cinq commissions spécialisées. Le dialogue Nord-Sud (distribution absurde) tiendra des assises pendant deux ans, sans parvenir au moindre résultat concret.

Pour d'autres raisons, les COP successives n'ont à ce jour donné aucun résultat probant. L'écologie comme la pauvreté ne sauraient trouver de solution au niveau mondial. Il suffit pour s'en convaincre de réfléchir à ce qui constitue l'armature de la rationalité, le principe de causalité. Or, les causes de la pauvreté varient selon les pays, selon leurs ressources, leur climat, la nature de leur gouvernement, leur degré de développement technique, le niveau moral et spirituel des populations et surtout, surtout le niveau moral et

spirituel des gouvernants. Il suffit de se souvenir que la classe politique libanaise était la plus décadente de tout le monde arabe pour ne plus s'étonner de la ruine actuelle de ce malheureux pays.

La première cause de la pauvreté n'est pas dans les structures économiques : elle est dans la corruption des gouvernants et des plus riches. Ces riches qui n'aiment pas que l'on touche à leurs privilèges...

Imaginons les assises européennes du Covid 19. Comment distribuer les groupes de travail ? Simple. D'une part les pays où le fascisme sanitaire s'est imposé : la France, l'Italie et l'Allemagne. Avec le riche niveau de langue qu'on lui connaît et l'élégance dont il nous a convaincu au long de son quinquennat, Emmanuel Macron pourrait présider le groupe de ces pays qui ont brillé par leur sottise et par l'incommensurable niveau de mensonge des politiques sanitaires menées. On constituerait ensuite un groupe des pays en voie de libération comme l'Espagne, l'Angleterre et le Danemark. Et enfin, le groupe des pays qui ont mené une politique raisonnable, et qui ont éradiqué la pandémie avec des médicaments peu coûteux, comme l'Inde. Mais l'Inde est en Asie...

On est en droit de douter que la France inviterait le professeur Péronne. Olivier Véran arriverait environné de son aréopage de farceurs et de cuistres du monde médical et pharmaceutique. Tous masqués, cela va de soi... Aux deux sens du terme.

Comment ces pays européens ont-ils procédé pour ligoter les populations ? Ils ont utilisé les chiffres et les statistiques. On en a bassiné les Français quasi quotidiennement sans aucune source vérifiable hormis le nom des organismes de statistiques, comme si leur nom seul suffisait à garantir le résultat, la fiabilité et l'intégrité. La prodigieuse rapidité avec laquelle toutes ces informations étaient communiquées suffisait seule à faire douter de leur véracité. On peut encore aujourd'hui suivre le virus à la trace dans le monde entier en tapant sur son portable. Magique...

On conçoit que tout cela a coûté beaucoup d'argent : trois billions selon les sources du professeur Péronne, communiquées officiellement en Espagne où il a été récemment invité à prononcer un discours sur le covid, qui est la plus lumineuse condamnation de notre État voyou, pour parler comme saint Augustin.

Le professeur Raoult quant à lui, sort toujours régulièrement ses petits papiers avec les chiffres dont il dispose, en précisant d'où il les tient, données circonscrites clairement et interprétées en direct.

En 1975, les vrais riches se défendaient déjà. Ils ont évidemment changé. Ce ne sont plus les mêmes. Aujourd'hui, ils sont immensément riches, et ils se sont regroupés, avec un projet : l'obsolescence programmée de l'homme. De l'homme libre, s'entend.

Toutes ces hontes, ces lâchetés, toute cette cupidité nous ont été présentées comme le fruit glorieux d'une politique sanitaire libre et raisonnée, mue par le souci de la santé « publique ». La presse et les déclarations officielles regorgent encore de leur apologie alors que nous ne pouvons pas ignorer qu'au fondement de cette politique sanitaire délirante, il y a des intérêts privés, et beaucoup, beaucoup d'argent en jeu. Toute ces déclarations, cette propagande, ces prises de parole solennelles, ne font que manifester l'étendue de la faute de ceux qui ont exploité sans vergogne l'angoisse de la maladie, le souci des fils pour les parents âgés, des mères pour les enfants, angoisse qu'ils ont systématiquement diffusée, alimentée, nourrie, en habile propagandistes.

Si les assises de la crise sanitaire devaient se tenir un jour, n'en doutez pas, ils feraient ce qu'ils ont fait en 1975 : des commissions et des sous-commissions spécialisées. On obtiendrait des chiffres, beaucoup de chiffres, qui diraient une chose et son contraire, dédouanant ainsi nos gouvernants de leur responsabilité.

N'en déplaise au pape François, qui lui aussi, selon certaines sources, a des accointances avec toute cette clique de l'industrie pharmaceutique, il y aura un Jugement. Ils devront rendre compte. Et si ce n'est devant le Tribunal des hommes, des femmes, des enfants victimes de la vaccination, du chômage partiel, de la perte de leur entreprise, de leurs espoirs d'une vie meilleure, si ce n'est devant le Tribunal de tous ceux qui ont subi cette existence amputée pendant deux longues années, de ceux qui ont perdu un proche après la vaccination, si ce n'est devant ce tribunal des victimes, ce sera devant un autre Tribunal, infiniment plus redoutable.

Et là, il y aura le pleur et le grincement de dents.

Et si nous aurons assez de miséricorde pour ne pas nous réjouir, nous aurons assez de sens de la justice pour ne pas les plaindre.